

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

Marseille, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-en-Provence

SPR/UICPE/JN/n° 748-2024

Références : D-0362-AIX-2024

Code AIOT : 0006401122 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux autorisée à 160 000 tonnes/an pour l'année 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Lixiviats
- Eaux de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	Entretien et suivi post exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 8.7.5	Demande d'action corrective	15 jours
3	Contrôle rejets diffus	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - v	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations	Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux	Sans objet
5	Suivi consommation eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 Bis	Sans objet
6	Gestion osmose inverse	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 9.1.5	Sans objet
7	Rejets perméats	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 10.1.2.2	Sans objet
8	VLE des rejets de perméats au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 4.3.9.4	Sans objet
9	Surveillance du milieu	Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 10.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'enjeu de la gestion des eaux pluviales et des lixiviats est primordiale pour une installation de stockage des déchets non dangereux.

L'exploitant est tenu responsable de la qualité des rejets des eaux pluviales et des lixiviats traités vers le milieu naturel.

Une surveillance de l'impact de ces rejets sur la qualité des eaux souterraines et le milieu naturel est mise en œuvre par l'exploitant.

Certains constats nécessitent des actions correctives de la part de l'exploitant selon les délais indiqués dans les points de contrôle détaillés ci-dessous. Dans ce contexte, il est proposé une lettre de suite préfectorale à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines. L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">– physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;– paramètres biologiques : DBO₅ ;– paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;– autres paramètres : hauteur d'eau. Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant. Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité présenté à la commission de suivi de site. L'exploitant suit dans le temps et interprète l'évolution des paramètres, par comparaison : <ul style="list-style-type: none">• aux dernières analyses,• entre les résultats des piézomètres en amont et en aval par rapport au sens d'écoulement des eaux souterraines,• aux valeurs indiquées dans l'arrêté du 11 janvier 2007 « relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine » ou l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 « établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines ». Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question. En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation. Les résultats des analyses prescrites au présent chapitre sont conservés par l'exploitant pour une durée minimale de trente ans après la cessation de l'activité de stockage.
Constats : L'objet de l'inspection s'est porté principalement sur les résultats des analyses des piézomètres

<p>SP5 et SP8bis qui sont situés à proximité d'un ancien casier (situé au Nord) et de son bassin de lixiviats datant de la fin des années 80 dépourvu d'un système d'étanchéité.</p> <p>L'exploitant a transmis une comparaison de l'évolution de la conductivité et des concentrations, au cours du temps, pour les chlorures, sulfates et ions ammonium entre les piézomètres SP0, SP5 et SP8bis ainsi qu'entre SP8bis et le bassin de lixiviats de l'ancien casier.</p> <p>Le SP0 constitue le piézomètre de référence situé en amont de l'installation (non impacté par l'ancien casier).</p> <p>L'étude conclut que le piézomètre SP8bis présente une pollution par rapport au piézomètre de référence SP0 qui se traduit par une augmentation de la conductivité, des concentrations en ions chlorure, en sulfate et dans une plus petite mesure en ions ammonium.</p> <p>On constate aussi ce phénomène sur le SP5, mais dans une moindre mesure.</p> <p>Néanmoins il n'est pas possible, sur la base des résultats d'analyses des piézomètres SP0, SP5 et SP8bis consultés le jour de la visite, de conclure à un impact du bassin des lixiviats de l'ancien casier sur la qualité des eaux souterraines au regard des fluctuations relevées au niveau de ces piézomètres.</p> <p>Pour information l'exploitant a bien intégré dans son analyse des eaux souterraines les valeurs limites des eaux brutes, issues de l'arrêté ministériel du 30/12/22 modifiant celui du 11/01/07, afin d'avoir un ordre d'idée de la qualité des eaux. On observe une bonne qualité des eaux pour le SP0 et un impact relatif sur les piézomètres SP5 et SP8bis.</p> <p>Les dernières analyses pour contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides datent de novembre 2021 (activité Alpha - Bêta et Tritium).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser des investigations complémentaires afin de déterminer l'origine de la « pollution » rencontrée au niveau des piézomètres SP5 et SP8bis. Un plan d'actions est attendu sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport.</p> <p>A cet effet, l'exploitant pourra s'appuyer sur le guide du BRGM sur surveillance de la qualité des eaux souterraines – version 3 de décembre 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Entretien et suivi post exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 8.7.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ancien casier bassin lixiviats et couverture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entretien concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'entretien du site (fossé, couverture, clôture, couverture et écran végétal, bassins). - les observations géotechniques du site avec contrôle des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles. <p>Le suivi concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle des eaux souterraines drainées afin de suivre la qualité de l'aménagement du site et la présence éventuelle de lixiviats ; - le contrôle du niveau de lixiviats de chaque zone ;

<ul style="list-style-type: none"> - le contrôle des émanations gazeuses du système de captage du biogaz ; - le suivi du développement des plantations.
<p>Constats :</p> <p>Les constats ont porté sur l'ancien casier Nord. Ce dernier a réceptionné des déchets jusqu'en 1995 puis a été recouvert définitivement en 1998.</p> <p>A proximité de ce casier un bassin non étanche a été réalisé pour servir d'exutoire aux lixiviats. L'exploitant réalise trimestriellement des analyses au niveau du bassin pour suivre la qualité des lixiviats.</p> <p>On constate des taux de conductivité très importants jusqu'à 110 000 µs/cm mais plus faibles en novembre, de l'ordre de 17 000 µs/cm. Cette conductivité élevée peut s'expliquer par une très petite quantité d'eau dans le bassin l'été. On constate la présence de quelques déchets (pneus, plastiques...) autour du bassin.</p> <p>Le casier est encore équipé d'un réseau de captage du biogaz.</p> <p>Comme pour les autres casiers l'exploitant réalise, chaque année depuis 2021, des mesures de rejets diffus et réalise des actions correctives si nécessaire.</p> <p>Sur ce casier, deux points d'émission ont été identifiés dont 1 avec une valeur faible (20 – 200 ppm), et 1 avec une valeur modérée (200 – 2 000 ppm). Ces deux fuites ont fait l'objet de réparation.</p> <p>L'exploitant entretient régulièrement la végétation au niveau du casier conformément à l'obligation légale de débroussaillage.</p> <p>Comme pour l'ensemble du site, chaque année des mesures topographiques sont réalisées pour identifier des éventuels tassements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera au nettoyage des abords du bassin de l'ancien casier Nord et transmettra les justificatifs associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Contrôle rejets diffus

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - v</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle rejets diffus et réparations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise une méthode par mesure laser au sol qui permet une recherche des éventuelles sources d'émission (fissures, ...).</p>

Cet analyseur de méthane est capable de mesurer une gamme de concentrations très précise comprise entre 1 ppmv et 22 000 ppmv.

Une première campagne à l'échelle du site a eu lieu en 2021, puis une seconde de confirmation en 2022.

De 2021 à 2022 on observe une diminution relative des points d'émissions de 209 points à 176 points. Notamment on identifie une forte diminution de l'intensité des rejets diffus d'une année à l'autre, en 2021 26 points supérieurs à 2 000 ppm, alors qu'en 2022 4 points qui sont concentrés sur le casier B3 en exploitation.

L'exploitant reporte chaque année les données dans le rapport annuel d'activité.

L'exploitant a transmis son plan d'action 2023 suite à la campagne de 2022.

L'ancienne décharge Sud a également été inspectée lors de la campagne d'identification des émissions surfaciques de méthane en 2022. Quelques points d'émission faible à modérée ont été repérés, mais aucune action n'a pour l'instant été prévue car l'exploitant indique qu'il n'y a pas de réseau biogaz sur cette partie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Selon la nouvelle réglementation de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié par l'arrêté du 7 août 2023 - art. 10, le contrôle des rejets diffus doit être entrepris chaque année.

Le plan d'action doit être plus détaillé, avec l'identification des actions par zones ou par casier.

Les émanations dont l'origine n'est pas le réseau biogaz doivent aussi faire l'objet d'une action corrective par exemple de type recouvrement par des matériaux inertes, afin de remédier à cet état. A ce titre, l'exploitant précisera sous 15 jours les actions correctives mises en œuvre et/ou prévues au niveau de l'ancienne décharge Sud.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux

Référence réglementaire : Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets aux déchargements

Prescription contrôlée :

II.- L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants.

Constats :

Depuis le mois de décembre 2023, l'exploitant a installé un dispositif fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux.

La caméra est située sur un mât en point haut du casier B3 permettant un panoramique sur l'ensemble des points de déchargement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion osmose inverse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 9.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi comptable de l'osmose
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations disposent de compteurs volumétriques pour comptabiliser les quantités:</p> <ul style="list-style-type: none">- les lixiviats entrants,- les concentrats,- les perméats (comptabilité individualisé pour quantifier les perméats évaporés, et ceux utilisés pour l'arrosage des pistes ou rejetés au milieu naturel),- les liqueurs denses. <p>Les concentrats issus de cette étape de traitement sont stockés dans le bassin BGC2, étanche, d'une capacité de 20 000 m³. Les perméats, stockés dans trois bâches souples d'une capacité globale de 1 500 m³, puis en partie évaporés via les modules NUCLEOS.</p> <p>Opérations de sur-concentration :</p> <p>Le volume de concentrats dans le bassin BGC2 est géré par des opérations ponctuelles de traitement par osmose des concentrats. Ces opérations sont réalisées de préférence en période estivale. Les dates, durées d'intervention et les volumes traités sont renseignés dans le registre d'exploitation dans la partie gestion des eaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des compteurs aux emplacements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- En entrée de l'osmose pour comptabiliser les lixiviats à traiter ;- En sortie de l'osmose, un compteur pour les perméats et un pour les concentrats. <p>L'exploitant a également placé au niveau de la lagune, en amont des NUCLEOS, un compteur afin de comptabiliser les perméats évaporés.</p> <p>L'exploitant dispose aussi d'un compteur en sortie de la bâche sur l'ancien casier B1 afin de comptabiliser les perméats pour l'arrosage et ceux rejetés au milieu naturel.</p> <p>En 2023, 20 688 m³ de lixiviats sortants du BGC1 ont été traités par osmose : 9 305 m³ de concentrats entrants dans le BGC2 et 11 282 m³ de perméats ont été produits. 309 m³ de liqueurs ont été évacuées en déchets dangereux.</p> <p><u>Opérations du traitement des sur-concentrats</u></p> <p>En 2023, 14 589 m³ de sur-concentrats sortants du BGC2 ont été traités par osmose : 6 728 m³ de concentrats entrants dans le BGC2 et 7 471 m³ de perméats ont été produits.</p> <p><u>Comptabilité des perméats en 2023 :</u></p> <p>4 715 m³ évaporés 6 195 m³ pour l'arrosage des pistes 7 605 m³ rejetés au milieu naturel</p> <p>L'osmose peut traiter jusqu'à 240 m³/j de lixiviats entrants. Actuellement le débit entrant est limité à 170 m³/j. En sortie d'osmose on constate environ la répartition suivante des fluides : 55 % de perméats et 45 % de concentrats.</p> <p>Les opérations du traitement des sur-concentration ne sont pas forcément entrepris l'été. Elles s'imposent, au fil de l'exploitation, en fonction de la conductivité maximum des concentrats que l'installation d'osmose inverse est apte à traiter.</p>

<p>Les dates, durées d'intervention, et les volumes traités sont renseignés dans le registre d'exploitation dans la partie gestion des eaux.</p> <p>Le volume total de sur-concentrats traité par osmose inverse en 2023, a été accompli en quatre campagnes, qui ont eu lieu durant les mois de mars, juin, juillet, octobre et novembre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets perméats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 10.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la gestion des perméats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets en continu de la citerne souple située sur le casier B1 vers le Bondon via le Vallat de la Bayle sont réalisés sous réserve d'une surveillance en continu des paramètres de température, PH, débit et conductivité. L'arrêt automatique de l'unité d'osmose est asservi aux dépassements d'au moins une des valeurs seuils sur la nature des perméats suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la température 30°C, • du pH 5,5 à 8,5, • la conductivité une alarme non-bloquante de prévention à 500 uS/cm et une alarme bloquante à 800 uS/cm. <p>Suite à un arrêt relatif à un dépassement de seuil, le personnel compétent ainsi que l'exploitant sont immédiatement avertis. La traçabilité temporelle et les motifs d'arrêts et démarrages de l'osmose sont enregistrés et notifiés dans le registre de l'exploitation. La reprise des écoulements en continu est conditionnée à une campagne d'analyse complète conforme aux VLE des rejets visés à l'article 4.3.9.4. En plus de la surveillance en continu, une analyse complète de l'ensemble des paramètres visés à l'article 4.3.9.4 est réalisé chaque mois. En cas de dépassement d'un des critères (valeurs maximum de concentration), la totalité des perméats stockés doit être acheminée dans le bassin des lixiviats BGC1 ou évaporés et les rejets au milieu naturel ainsi que l'utilisation pour les arrosages de pistes arrêtés. Après une nouvelle analyse conforme et consultation de l'inspecteur des installations classées les rejets et arrosages sont autorisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a installé un automate en sortie de conduit de la bêche sur le casier B1. Cet automate après une période d'expérimentation est fonctionnel depuis mi-décembre 2023.</p> <p>Cet automate permet une surveillance en continu des paramètres de température, pH, débit et conductivité et un arrêt automatique en cas d'un dépassement d'une des VLE.</p> <p>L'alarme de l'automate est à la fois visuelle et sonore avec une retransmission sur les téléphones portables des responsables de l'exploitation.</p> <p>Cet automate permet aussi de comptabiliser les volumes rejetés ou ceux employés pour l'arrosage.</p> <p>Il permet aussi de limiter le débit journalier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : VLE des rejets de perméats au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 4.3.9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des perméats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Analyses mensuelles</p> <p>Paramètres à contrôler - VLE (valeurs limites de rejet)</p>

<p>pH : 5,5 à 8,5 Température : 30°C Conductivité 800 : µS/cm à 25°C <u>unité pour les VLE suivantes :mg/l</u> Indice Phénol : 0,1 DB05 : 30 DCO :125 MES< 100 si flux journalier max < 15 kg/j 35 au-delà NGL : 30 COT : 70 <u>unité pour les VLE suivantes :µg/l</u> pt : 2,1 chrome : 36 cuivre : 11 zinc : 84 arsenic : 8,9 cadmium : 9,6 plomb : 50 mercure : 0,8 nickel 200</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis les résultats des analyses mensuelles des 15/12/2023 et 19/01/2024 des prélèvements de perméats stockés dans la bache placée sur le casier B1. L'ensemble des paramètres présentent des concentrations inférieures aux VLE de rejet au milieu naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Surveillance du milieu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2022, article 10.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du milieu</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection, sous 2 mois suite à la notification de l'arrêté, une proposition de suivi trimestriel (qualité-débit) du cours d'eau récepteur Le Bondon en amont et en aval des points de rejets des perméats et eaux pluviales, ainsi que de ses sédiments (joindre un plan sur le positionnement des points de prélèvements).</p>
<p>Constats : L'exploitant propose de réaliser un suivi trimestriel de la qualité des eaux et des sédiments du ruisseau du Bondon en deux points appelés « Bondon amont » et « Bayle ». L'exploitant préconise d'effectuer trimestriellement des analyses type « eaux pluviales » sur les eaux prélevées à ces deux points (paramètres étudiés : métaux (As, Cd, Cr, Cu, Ba, Hg, Pb, Zn, Se), Ptot ; HCtot ; AOX ; COT ; pH ; Ec ; DCO ; MES ; DBO5 ; N tot ; Cl ; SO4 ; phénol) avec en complément des analyses de sédiments (paramètres étudiés : matière sèche ; métaux (As, Cd, Cr, Cu, Ba, Hg, Pb, Zn, Se), Ptot ; HCtot ; COT ; N tot ; Soufre ; SO4 ; CN ; phénol). Ces deux points ont déjà fait l'objet d'analyses lors des deux études d'impact environnemental réalisées par le bureau d'études Anteagroup en 2021 (rapport n°111 568) et en 2023 (rapport n°122 237) dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation du futur casier B4.</p>

Par conséquent ces analyses peuvent faire office de « points de référence » par rapport aux résultats des analyses trimestrielles qui seront réalisées dans le milieu (eau de surface et sédiments).

La Métropole n'envisage pas de mettre en place des mesures de débit sur le Bondon car d'après le suivi réalisé en 2023 (voir partie suivante) le cours d'eau est à sec une grande partie de l'année et lorsqu'il est en eau, le niveau est trop faible pour effectuer une mesure précise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un suivi du débit du Bondon sera à mettre en œuvre, notamment à partir de l'exploitation du casier B4 et de son bassin des eaux de ruissellement, qui seront rejetées en continu.

De ce fait, l'installation va créer un débit permanent dont l'impact sur le milieu sera à surveiller attentivement.

Type de suites proposées : Sans suite